



RAPPORT DE SYNTHÈSE

CONFERENCE NATIONALE DE HAUT NIVEAU POUR UNE TRANSHUMANCE APAISEE ET PROSPERE EN RCA

13 mai 2024

Cité des Chefs d'État, Bangui, République Centrafricaine

Sous le très haut patronage de Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, le Pr Faustin Archange TOUADERA, s'est tenue le 13 mai 2024 à Bangui, République Centrafricaine (RCA), **la Conférence Nationale de Haut Niveau pour une Transhumance apaisée et prospère en RCA (la Conférence)**, dans le cadre des efforts déployés par le Gouvernement et plus particulièrement ceux visant la mise en œuvre des dispositions de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation en RCA (APPR-RCA) et de la Feuille de Route pour la Paix en RCA du 16 septembre 2021 (Feuille de route de Luanda).

La Conférence a été organisée à l'initiative du Gouvernement Centrafricain, en partenariat avec la MINUSCA, ainsi qu'avec la contribution de nombreux partenaires. Le Président de la République, Chef de l'État, **Son Excellence Pr. Faustin Archange TOUADERA**, le Vice-Président de l'Assemblée Nationale, **SE M. Evariste NGAMANA**, le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, **SE M. Félix MOLOUA**, et enfin la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies et Cheffe de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), **Mme Valentine RUGWABIZA**, ont rehaussé de leur présence cet événement.

La Conférence a aussi connu la participation des Ministres suivants :

- M. Jean WILLYBIRO-SAKO, Ministre d'État chargé du Désarmement, de la Démobilisation, de la Réintégration, du Rapatriement et du Suivi de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation ;
- M. Claude Rameaux BIREAU, Ministre de la Défense Nationale et de la Reconstruction de l'Armée ;
- M. Hervé NDOBA, Ministre chargé des Finances et du Budget ;
- M. Nicaise NASSIN, Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité Publique ;
- Madame Josiane Lina BEMAKA-SOUI, Ministre chargé de l'Action Humanitaire, de la Solidarité et de la Réconciliation Nationale ;
- M. Thierry KAMACH, Ministre de l'Environnement et du Développement Durable ;

- M. Gervais MBATA, Ministre chargé des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche ;
- M. Hassan BOUBA, Ministre chargé de l'Élevage et de la Santé Animale ;
- M. Bruno YAPANDE, Ministre chargé de l'Administration du Territoire, de la Décentralisation et du Développement Local ;
- M. Guismala-AMZA, Ministre chargé de l'Agriculture et du Développement Rural ;
- Madame Nicole NKOUE, Ministre chargé de l'Urbanisme, de la Réforme Foncière, de la Ville et de l'Habitat.

La Conférence a aussi enregistré la participation des représentants du corps diplomatique et des organisations régionales, parmi lesquels ceux des pays frontaliers de la RCA, ainsi que ceux des autres partenaires bilatéraux et multilatéraux, tels que l'Union Africaine (UA), la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) et la Communauté Économique et Monétaire des États de l'Afrique Centrale (CEMAC).

Ont également pris part à la Conférence les Préfets, les Sultans-Maires, les Maires des communes d'élevage, des représentants de la Fédération Nationale des Éleveurs Centrafricains (FNEC), ainsi que des leaders communautaires directement impliqués dans la gestion de la transhumance.

Au total, une centaine de participants dont les représentants des ministères sectoriels, des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) de la RCA et des Organisations Non Gouvernementales ont contribué activement au succès de la Conférence.

L'objectif de la Conférence était de renforcer le soutien au Gouvernement Centrafricain en vue de la gestion d'une transhumance apaisée et prospère en RCA, conformément aux dispositions de l'APPR-RCA et de la Feuille de Route de Luanda, avec comme but principal d'inverser la dynamique de violence et de repositionner l'élevage et la transhumance comme facteurs de coexistence pacifique, de stabilisation et de développement économique, notamment dans les espaces frontaliers.

D'un point de vue spécifique, il s'agissait de :

- Construire une compréhension collective et partagée de la transhumance et des efforts consentis jusqu'à présent en faveur d'une transhumance apaisée et prospère par le Gouvernement et ses partenaires ;
- S'accorder collectivement sur les défis rencontrés et sur les obstacles persistants à une transhumance apaisée et prospère ;
- Dessiner des pistes d'actions emblématiques pour lever certains obstacles et obtenir collectivement des résultats au regard des plans d'action existants.

D'un point de vue transversal, il s'agissait de :

- Souligner la dimension transversale de la transhumance, et par suite construire un consensus sur l'importance d'adopter une approche coordonnée, multi-dimensionnelle et multi-sectorielle de la transhumance, bénéficiant d'un appui politique significatif ;
- Souligner la dimension transfrontalière de la transhumance, et par suite construire un consensus sur l'importance de poursuivre les initiatives et de renforcer les mécanismes

bilatéraux ou régionaux de nature à encourager ou encadrer une transhumance apaisée et prospère ;

- Sur le fondement de ces consensus, mobiliser des ressources additionnelles au soutien des efforts, initiatives, programmes, et actions emblématiques, en faveur d'une transhumance apaisée et prospère lors de l'année 2024-2025 et au-delà.

La cérémonie officielle d'ouverture a été placée sous la très haute autorité de **SE Pr Faustin Archange TOUADERA**, Président de la République, Chef de l'État. Son intervention et celle de la Représentante Spéciale ont marqué cette cérémonie.

Dans son allocution, la Représentante Spéciale a :

- Salué le haut niveau et la large participation à la Conférence qui témoigne de l'intérêt stratégique porté à la transhumance, l'une des thématiques essentielles de l'APPR-RCA et de la Feuille de Route de Luanda.
- Souligné que les effets conjugués du changement climatique, de la pression démographique ainsi que des crises politico-sécuritaires et de la criminalité transfrontalière ont négativement affecté la pratique ancestrale de la transhumance, en infligeant un lourd tribut aux populations civiles et des pertes économiques substantielles pour l'État.
- Estimé qu'une coordination effective et soutenue de tous les partenaires, sur la base des recommandations de la Conférence, pourra transformer la transhumance en un facteur de paix et développement, avec des dividendes concrètes pour les populations.
- Rappelé le soutien continu de la MINUSCA aux Forces de Défense et de Sécurité (FDS) centrafricaines et aux mécanismes de mise en œuvre de l'APPR-RCA au niveau national et local pour soutenir des réponses adaptées aux enjeux multidimensionnels de la transhumance.
- Conclu en remerciant les autorités Centrafricaines et les différents partenaires du pays pour les efforts déjà consentis en faveur d'une transhumance apaisée et prospère, y compris dans le cadre de l'organisation de la Conférence.

Dans son discours, le Président de la République, Chef de l'État, a salué la présence des autorités locales, témoignage de leur engagement continu au service des actions déconcentrées de l'État, ainsi que de la société civile. Il a également apprécié la présence des représentants du corps diplomatique et des organisations régionales, parmi lesquels ceux des pays frontaliers avec la RCA, ainsi que ceux des Partenaires Techniques et Financiers.

Le Président de la République a :

- Souligné que la plupart des défis de la RCA sont partagés avec d'autres Etats dans un monde caractérisé par l'« *interdépendance* » et que la gestion de la transhumance intéresse à ce titre tout particulièrement les pays limitrophes.

- Rappelé que la RCA, forte d'environ 16 millions d'hectares de pâturages et d'un réseau hydrographique dense, représente un véritable « *jardin d'Eden* » pour les éleveurs.
- Relevé que la transhumance a un fort potentiel économique en matière de génération de revenus, d'emploi et de recettes fiscales, comme l'indiquent les statistiques disponibles selon lesquelles la transhumance représente 12% du Produit Intérieur Brut (PIB) et 35% de celui du secteur agricole.
- Souligné que la tenue de cette rencontre, consacrée à la transhumance et qu'il a qualifiée d'« *historique* », est l'expression renouvelée de la ferme volonté du Gouvernement d'aller au bout de la mise en œuvre intégrale de l'APPR.
- Précisé que l'APPR encourage le Gouvernement à réactiver les commissions bilatérales mixtes avec les États de la région et devant traiter des préoccupations transnationales, y compris de la bonne gestion de la transhumance, pour en faire une activité sécurisée et pacifiée.
- Réaffirmé la volonté du Gouvernement à œuvrer pour la création de meilleures conditions de sécurité, de paix, de cohésion nationale, de justice sociale, et d'une cohabitation harmonieuse avec les pays voisins.

Pour conclure, le Président de la République a assuré de son entière disponibilité et de l'engagement de l'Etat pour appuyer la mise en œuvre effective des recommandations de la Conférence. Il a félicité la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies pour son implication personnelle et pour l'appui de la MINUSCA à la tenue de la Conférence et a exhorté l'ensemble des partenaires à apporter leur soutien au Gouvernement pour la suite du processus.

Après la cérémonie d'ouverture officielle, les travaux se sont déroulés sous le Haut patronage de **SE Félix MOLOUA**, Premier Ministre, Chef du Gouvernement qui a salué la tenue de la Conférence et a encouragé les participants à formuler des recommandations concrètes et pertinentes, en assurant que son Gouvernement travaillera à leur mise en œuvre effective.

Dans ses propos liminaires, le Ministre Conseiller **Justin Bruno SAMBIA BAMINGO**, modérateur des travaux, a souligné que les présentations à venir durant la Conférence étaient le fruit de travaux préparatoires inclusifs qui avaient bénéficié de la contribution de tous les ministères et partenaires concernés. Il a aussi rappelé que la transhumance apaisée et prospère relève du processus politique mutualisé de l'APPR et de la Feuille de Route de Luanda, tel qu'inscrit dans la matrice gouvernementale de mise en œuvre y relative.

Les travaux ont porté sur cinq présentations thématiques structurées en deux sessions respectivement suivies d'un dialogue interactif et de la synthèse des recommandations par le modérateur.

- **La première session** a porté sur les présentations relatives aux domaines d'action suivants:
 - 1- **Le cadre légal et institutionnel**, par le Magistrat Thierry Blaise ANGAKALA, Chargé de mission en matière juridique au Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique ;

- 2- **Les infrastructures agropastorales**, par Dr Patrick NINGATA-DJITA, Directeur de Cabinet au ministère de l'Élevage et de la Santé Animale.
- **La deuxième session** a porté sur les présentations relatives aux domaines d'action suivants :
 - 3- **La prévention et gestion des conflits**, par Dr Patrick NINGATA-DJITA, Directeur de Cabinet au ministère de l'Élevage et de la Santé Animale.
 - 4- **Les dialogues transfrontaliers**, par M. Remy ZOUNGALANI, Secrétaire Général de la Commission Nationale chargée de la Gestion des Frontières ;
 - 5- **La sécurisation de la transhumance**, par le Colonel Flavien BONGO WAKORO, Commandant de la Zone de Défense Nord-Est.

Cérémonie de clôture et recommandations

La cérémonie de clôture a été marquée par l'adoption du rapport de synthèse des recommandations issues de dialogues et d'échanges interactifs, inclusifs, transparents, francs et constructifs, suivie de la lecture de deux motions de remerciements des participants à l'endroit du Gouvernement et de la MINUSCA. Les travaux ont été clôturés par le discours du Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

Dans son discours de clôture, le Premier Ministre a :

- Souligné la transversalité de la question de la transhumance et son articulation avec les priorités du pays, en réaffirmant son caractère multisectoriel et multidimensionnel ;
- Rappelé à tous les acteurs la nécessité de la mutualisation et de la coordination des efforts pour une vision partagée et une stratégie commune en faveur d'une transhumance apaisée et prospère.
- Relevé, entre autres défis, des faiblesses relatives au cadre légal et institutionnel, des insuffisances au niveau des infrastructures agropastorales, des limites dans les domaines de la sécurisation et de la prévention et gestion des conflits.
- Conclu que les résultats des travaux de la Conférence contribueront à une meilleure organisation du secteur de la transhumance, à travers le **développement et l'adoption** d'une **Feuille de Route** devant encadrer la mise en œuvre des **recommandations** de la Conférence **Nationale de Haut Niveau pour une Transhumance apaisée et prospère en RCA.**

RECOMMANDATIONS DE LA CONFÉRENCE NATIONALE DE HAUT NIVEAU SUR LA TRANSHUMANCE APAISÉE ET PROSPÈRE EN RCA

I. Au titre du cadre légal et institutionnel :

- Procéder à une revue, une harmonisation, une actualisation et **une codification unique** de la réglementation nationale, y compris en tenant compte de la réglementation sous-régionale et régionale.
- Parachever le processus de **mise en place du cadre juridique relatif à l'aménagement du territoire**, y compris **de ses mécanismes de mise œuvre**.
- Lancer le processus d'élaboration du **Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT)**.
- Procéder au diagnostic institutionnel et participatif des structures et mécanismes de coordination pour développer un **plan de renforcement des capacités**.
- Mobiliser les ressources appropriées pour la **reprise des Réunions annuelles sur la transhumance** (arrêté de 2004).
- Développer un **programme national de sensibilisation** à l'endroit des acteurs de la transhumance et de la population (y compris un **guide de bonne conduite** en langues locales).
- Explorer les opportunités d'accroître les **revenus et recettes de l'État** à travers une amélioration de la gouvernance des activités de la transhumance.

II. Au titre des infrastructures agropastorales :

- Élaborer une **cartographie complète et unifiée** des infrastructures agropastorales, y compris par la coordination des efforts et la mutualisation des initiatives.
- Entreprendre un **état des lieux exhaustif et l'évaluation des besoins** en matière d'infrastructures agropastorales en vue d'élaborer un **schéma directeur** et un **programme de développement des infrastructures agropastorales**.
- Finaliser le **balisage des nouveaux couloirs officiels** et leur **aménagement**, et étendre progressivement cet exercice au-delà des zones du nord-est et du sud-est.
- Poursuivre la **restructuration et la sécurisation des infrastructures** agropastorales, avec un focus sur la redistribution harmonieuse des marchés de bétails ainsi que sur l'exécution des projets et programmes en cours.

III. Au titre de la prévention et gestion des conflits :

- Développer un **programme de coordination et d'harmonisation** des mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits, y compris ceux liés à la transhumance.
- Élaborer une stratégie visant à accroître **la mobilité et la capacité opérationnelle** des mécanismes de prévention et de gestion des conflits.
- Étendre les **zones de couverture de Radio Centrafrique** et des **radios communautaires** en soutien aux programmes de prévention et de sensibilisation, y compris en partenariat avec d'autres radios.
- Promouvoir la **coordination** entre les **Partenaires Techniques et Financiers** afin d'assurer une **allocation optimale des ressources** disponibles.

IV. Au titre des dialogues transfrontaliers :

- Inscrire la question de la transhumance dans l'agenda des **commissions mixtes** et des **commissions techniques** pertinentes.
- **Étendre** les **dialogues de haut niveau** en matière de transhumance à **d'autres pays limitrophes** que le Tchad, en utilisant une méthodologie et des cadres de référence similaires en vue de favoriser une convergence d'actions.
- Mobiliser le **soutien** des **organisations sous-régionales et régionales** aux initiatives de dialogues transfrontaliers inter-étatiques.
- Inscrire la tenue de dialogues transfrontaliers dans les **matrices décentralisées** de mise en œuvre de l'**APPR/Feuille de Route de Luanda**, lorsque possible et pertinent.
- Intégrer les conclusions des **dialogues transfrontaliers locaux** dans les **plans de développement locaux**.
- Assurer la **cohérence** entre les dialogues nationaux et locaux par des **restitutions appropriées** dans les deux sens.

V. Au titre de la sécurisation :

- Élaborer et mettre en œuvre un **plan intégré de sécurisation** de la transhumance.
- Prendre en compte des **besoins de renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles des FDS**, en lien avec la transhumance, dans les **plans de financement nationaux**, avec le soutien des partenaires.
- Concevoir un **code de bonne conduite** relatif aux **interactions** entre **FDS** et **transhumants** et assurer sa mise en œuvre sous la supervision des inspections générales.

- Créer et opérationnaliser des **unités spéciales des FSI** dédiées à la **sécurisation** de la **transhumance** et des espaces frontaliers, **en synergie avec les FACA**.
- Mobiliser les **autorités compétentes** au niveau national et local pour assurer l'effectivité des **mesures de prévention** (police administrative) et **de répression** (judiciaire) des **infractions** commises dans le contexte de la transhumance.